

Conclusion de  
*L'Action française et le Vatican*

L'Action française

1927

Édition électronique réalisée par  
Maurras.net  
et  
l'Association des Amis  
de la Maison du Chemin de Paradis.

— 2011 —

Certains droits réservés  
merci de consulter  
[www.maurras.net](http://www.maurras.net)  
pour plus de précisions.

L'une des calomnies propagées avec une persévérance haineuse par les ennemis de l'Action française consiste à prétendre que nous accusons le Pape de n'avoir, en nous condamnant, obéi qu'à des mobiles politiques.

Nous n'avons jamais pensé ni dit ni écrit rien de tel. Il est naturel de croire que le Souverain Pontife est mû, même dans son action politique, par des mobiles religieux et que pour Lui le souci des âmes prime toutes autres préoccupations. C'est pour cela que, considérant sa première lettre au cardinal de Bordeaux comme un avertissement salutaire, les dirigeants catholiques de l'A. F. et de toutes les organisations dépendant de l'A. F., ont exprimé à Sa Sainteté leur fidélité, leur soumission, demandant à être entendus, et acceptant d'avance tous les moyens de contrôle de leur orthodoxie. La lettre de Maurras au Pape démontrait d'ailleurs que rien n'était plus facile et plus conforme aux traditions de l'A. F.

Les appels que les catholiques d'A. F. n'ont cessé de faire à la charité et à la justice du Père commun des fidèles n'ont pas encore été entendus. Mais ils ont été faits, ils subsisteront tant qu'il n'y aura pas été répondu. Personne n'a le droit de voir des révoltés en des catholiques qui, se considérant comme injustement condamnés, loin de s'éloigner du Siège Apostolique, se rapprochent de Lui et n'attendent que de Lui la fin de leurs épreuves.

La lecture des défenses que l'A. F. a présentées dans le journal aura pré-muni tous les esprits impartiaux contre l'insinuation calomnieuse qui nous présente comme entendant cantonner l'obéissance des catholiques au Pape sur le terrain strictement limité de l'infaillibilité doctrinale et contestant au Pape son pouvoir indirect sur les questions mixtes.

Toute la doctrine, tout le programme de l'Action française exposés, défendus depuis plus d'un quart de siècle dans la Revue, dans le journal, dans les chaires de l'Institut, dans d'innombrables conférences, protestent contre cette accusation.

Si l'A. F. veut que l'Église catholique ait une situation privilégiée dans l'État français, c'est précisément pour qu'elle puisse se mouvoir librement dans ce domaine des questions mixtes où son autorité, si elle n'est pas illimitée, nous paraît cependant digne du plus profond respect.

Nous n'avons pas méconnu le droit du Pape de donner des conseils en matière politique et nous proclamons que ces conseils doivent être écoutés avec une grande déférence. Mais ce serait étendre à un domaine où il ne joue pas, le dogme de l'infaillibilité, que d'interdire en fait à des catholiques, en matière mixte, l'usage effectif de cette juste liberté, qui est de droit naturel.

L'Action française n'est pas sortie des limites assignées par l'Église et par la raison à cette juste, à celle nécessaire liberté.

Mais, en même temps qu'elle était obligée — avec quelle douleur — de défendre son existence contre les censures du Saint-Siège, l'A. F. devait continuer une lutte sans merci contre ses ennemis politiques.

L'Action française — et c'est son principal titre d'honneur — a su mériter, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, des haines politiques violentes, qui ne désarment pas et devant lesquelles elle ne désarmera pas.

À l'extérieur, parce qu'elle défend, sans concession aux idéologies pacifistes, d'où qu'elles viennent, le patrimoine sacré de dix siècles de monarchie française et qu'elle entend ne pas laisser gaspiller ce qui reste des fruits de notre victoire.

À l'intérieur, parce qu'elle est la seule force patriotique absolument indépendante. Ni le gouvernement ni la finance ne peuvent la manœuvrer. Elle n'a jamais été suspectée des honnêtes gens : les perfidies, aussi bien que les violences, viennent se briser sur le roc de son intégrité. Et c'est parce que d'autres groupes, même catholiques, hélas ! sont plus accessibles aux manœuvres d'un Briand, qu'ils se coalisent avec les ennemis révolutionnaires de l'A. F. Ils ont pu empêcher Léon Daudet de rentrer au Parlement, où sa présence gênait les louches compromissions de la vénalité et de la peur. Ils essaient maintenant de chasser l'Action française du forum et de la rue.

La haine justifiée des révolutionnaires français et étrangers, les colères allemandes et la jalousie de certaines associations catholiques se sont coalisées. Les communistes savent ce qu'ils ont à attendre des Camelots du Roi le jour où l'ordre et la Patrie sont menacés. Les beaux discoureurs de la F. N. C.<sup>1</sup> et

---

<sup>1</sup> La Fédération Nationale Catholique, lancée en octobre 1924 par le général de Castelnau pour s'opposer aux vellétés du Cartel des gauches d'appliquer la politique laïque en Alsace et en Moselle, pays de concordat. L'arrivée de Poincaré écartant l'anticléricalisme dans les faits sinon dans les discours, elle se trouva bientôt sans véritable objet et devint

les bons jeunes gens de l'A. C. S. F.<sup>2</sup> ne voient pas d'un meilleur œil que les « chemises bleues » du Faisceau nos formations hardies, courageuses jusqu'à la mort, qu'ils n'ont aucun désir de suivre à la bataille.

Ni les accusations d'imaginaires complots, ni les violences et les assassinats n'ont pu abattre l'A. F. Sur les tombes de ses martyrs, de Plateau, de Berger, de Philippe Daudet, l'Action française s'est toujours retrouvée plus vivante.

Avec quelle joie ses ennemis — ceux qui ont raison de la traiter en ennemie — ont accueilli les censures de l'Église ! Avec quelles perfides approbations ils ont salué cette alliée imprévue !

Quelle espérance de tranquillité pour les Herriot, les Briand, pour le Cartel, pour les communistes, pour les démocrates chrétiens, si Rome les débarrassait de leurs plus redoutés adversaires !

L'Action française ne désertera pas plus le combat pour la Patrie qu'elle n'a déserté le combat pour le catholicisme.

La grande âme de Pie X veille sur elle.

« Ces accusations, disait ce saint Pape, ne sont pas dictées par l'amour de l'Église. »

Ce n'est pas l'amour de l'Église qui associe des feuilles maçonniques comme *La Dépêche de Toulouse*, *La France du Sud-Ouest*, *Le Quotidien*, *L'Ère nouvelle*, *La Volonté* à *La Croix* et à *La Vie catholique* dans une adhésion joyeuse aux condamnations prononcées par le cardinal Andrieu et le cardinal Gasparri.

Qui nous avait accusés à Rome ?

Nous le disons bien haut, parce que c'est la vérité : *ce ne fut pas l'épiscopat français*. En dehors de trois ou quatre prélats<sup>3</sup> qui lui étaient ouvertement hostiles, l'Action française n'avait reçu des hauts dignitaires de l'Église de France que témoignages de sympathie, d'encouragement, souvent de recon-

---

un mouvement bien pensant, indifférent à la forme du régime, qui voyait la source de tout mal politique dans l'absence de Dieu et dans le laïcisme. De fait son influence politique réelle fut à peu près nulle même si elle sut souvent mobiliser électoralement les catholiques. Elle insistait sur son opposition au racisme et à l'antisémitisme. Soulignons qu'un certain Joseph Mitterrand, industriel à Jarnac et père de François Mitterrand, fut l'un des piliers de l'U. N. C. (N. D. É.)

<sup>2</sup> Sans doute l'Aumônerie des Collèges de la Sainte-Famille. (N. D. É.)

<sup>3</sup> Les historiens de la condamnation en comptent en fait généralement une douzaine, parmi lesquels effectivement « trois ou quatre » se distinguaient par leur acharnement. (N. D. É.)

naissance, parfois même, et notamment de la part du cardinal Andrieu<sup>4</sup>, de bienveillante amitié.

Qui nous avait accusés à Rome ?

Avec l'aide de deux misérables transfuges de l'A. F., la horde peu estimée de nos anciens ennemis : les Trochu, les Lugan, les Pierre, les Passelecq<sup>5</sup>. Bande de partisans dénués de toute autorité, dont l'agression se serait heurtée, comme sous Pie X, à la sérénité et à la charité romaines, si les circonstances n'avaient pas fait que l'intrigue politique dont nous étions l'objet coïncidât — en les servant — avec les desseins de politique internationale que poursuit le Saint-Siège, depuis l'accession de Pie XI à la chaire de Pierre.

Nous ne contestons ni la grandeur de ces desseins, ni leur haute inspiration religieuse. Père commun des fidèles de toutes les nations, désireux de réunir tous les hommes en un seul troupeau sous la houlette d'un seul pasteur, le Pape a pensé qu'il lui serait plus facile de réaliser cette unité, caractère suprême de la catholicité, en unifiant les organisations politiques des catholiques dans les États européens.

Le Zentrum<sup>6</sup> allemand a fourni au Saint-Siège le type qui lui a paru le meilleur de ces organisations.

Tout ce qui se passe en France en ce moment — la transformation inavouée mais indéniable de l'action de la Fédération Castelnau, l'audace de plus en plus grande des démocrates chrétiens — indique la tendance de la politique romaine à concentrer en France les forces catholiques selon la formule démocratico-libérale qui a paru réussir en Allemagne. Entreprise qui se heurte à toutes nos traditions et aux éléments essentiels de la personnalité historique de la France. Entreprise irréalisable.

Ainsi le caractère chimérique des moyens employés et de ses fins humaines fera-t-il échouer une tentative inattaquable dans son inspiration et dans ses fins supérieures.

---

<sup>4</sup> Auteur du texte de l'été 1926 qui lança les manœuvres qui allaient aboutir à la condamnation par Rome et aux polémiques dont *L'Action française et le Vatican* forment le recueil. (N. D. É.)

<sup>5</sup> Tous noms issus des polémiques anciennes autour du Sillon de Marc Sangnier. (N. D. É.)

<sup>6</sup> La *Deutsche Zentrumspartei*, « Parti allemand du centre », fondé en 1870. Pendant le *Kulturkampf*, jusqu'en 1880 environ, le Zentrum s'oppose à Bismarck. À partir de 1890 il soutient généralement la politique impériale. Durant la république de Weimar, le Zentrum est dans une position trouble : sans affinités profondes avec le régime, il le soutient néanmoins en faisant partie de la coalition qui le dirige et fournit, en raison même de sa faiblesse relative et de son caractère hétérogène, la plupart des chanceliers. (N. D. É.)

L'Action française, qui voyait clairement les périls que cette politique faisait courir à l'intégrité et à la sécurité françaises, l'avait combattue avec une respectueuse mais indomptable énergie. Ce fut son crime.

La rencontre du mécontentement fort naturel causé à Rome par une résistance fondée, non sur des dissentiments religieux, mais sur des motifs politiques, avec les ineptes et sales calomnies des Lugan et des Passelecq, amena cette confusion des choses religieuses et politiques dont l'A. F. a été victime. Le moment parut propice à nos calomniateurs de pousser à Rome contre nous une nouvelle attaque : là où ils ne poursuivaient que l'assouvissement de leurs haines, les circonstances leur fournissaient l'occasion de se donner l'apparence de serviteurs d'un grand dessein religieux.

Nous ne sommes pas les seuls à penser que cette coïncidence de leur offensive, de notre condamnation et de l'accentuation de la politique internationale du Saint-Siège, qui s'est affirmée par l'action simultanée du nonce Maglione à Paris et du nonce Pacelli<sup>7</sup> à Berlin, est un danger pour l'Autorité spirituelle, à qui les circonstances donnent des alliés dont les catholiques français repoussent le contact avec horreur.

L'Action française n'a subi que le contre-coup de cette erreur politique. Elle éprouve, elle éprouvera évidemment pendant quelque temps encore des difficultés plus grandes pour réaliser l'un des principaux articles de son programme : rendre à l'Église catholique en France, avec tous les égards qui sont dus à son ministère, la situation privilégiée que lui assigne l'histoire.

Mais les difficultés ne nous rebutent pas : elles furent nombreuses sur notre route. Nous avons toujours acquis une force nouvelle en les surmontant. L'A. F. continue son destin de combat, contre les mêmes ennemis qui le sont de l'Église comme de la Patrie.<sup>8</sup>

---

<sup>7</sup> Le futur Pie XII, qui lèvera la condamnation de l'Action française par Rome peu après son élection au pontificat en 1939. Le cardinal Maglione sera alors son secrétaire d'État. (N. D. É.)

<sup>8</sup> *L'Action française et le Vatican* insère ici un saut de page et les deux courts paragraphes suivants :

Les lecteurs de ce recueil ont sous les yeux les pièces essentielles du procès qui nous a été fait... Nous ne doutons pas de leur jugement.

Puis, au-dessus d'eux, il y a une justice de laquelle nous ne désespérons pas. Nous attendons avec confiance que son heure soit venue.

(N. D. É.)